



# Mélenchon, de la Gauche au Peuple [1/2]

Raoul Blair  
10 mars 2015

---

Article inédit pour le site de Ballast

*Nous ne parlerons pas d'actualité. Nous ne parlerons pas de ses piques, bons mots et polémiques. Nous ne parlerons de scrutins ni d'alliances. En un mot comme en mille, tout a déjà été dit, ailleurs et partout, sur ces sujets. Jean-Luc Mélenchon est l'une des voix les plus connues, parce que médiatique, du socialisme critique contemporain : le personnage, comme le projet politique qu'il porte, ne fait naturellement pas l'unanimité dans la grande et cacophonique famille anticapitaliste — trop autoritaire et institutionnel pour les libertaires, trop social-démocrate pour les communistes radicaux, trop républicain pour les trotskystes... L'intéressé a pourtant déclaré un jour : « Nous sommes tous des socialistes, des communistes, des écologistes, des trotskystes et même des libertaires à notre manière ! Nous sommes tout cela et nous sommes passionnément républicains ! Bref, nous sommes de gauche, en général et en particulier. Nous prenons tout et nous répondons de tout. » C'était en 2008. Or, depuis quelques mois, Mélenchon amorce un virage politique que l'on ne peut ignorer : le système, explique-t-il, ne redoute pas la gauche (qu'il peut à sa guise récupérer) mais le peuple. Dépasionner l'homme public pour rendre intelligible le cheminement de cette évolution : telle est l'ambition de cet article en deux parties.*

---



Si notre attention se limite à ses bons mots travaillés au millimètre ou à ses commentateurs médiatiques, la partition jouée par Jean-Luc Mélenchon semble demeurer intacte. Incarner la colère populaire par le parler « *dru et cru* », taper sur les représentants du système de Merkel aux locataires de la rue de Solférino en passant par la Commission européenne, retourner les procès médiatiques en populisme ou germanophobie contre leurs auteurs, travailler à une opposition de gauche au gouvernement en vue des

élections intermédiaires... sa stratégie politique suit la ligne tracée depuis mai 2012. Néanmoins, la mélodie de fond s'est bouleversée ces derniers mois. Si l'on tend cette fois-ci l'oreille en deçà des radars du spectacle, le ciment historique sur lequel Mélenchon s'est construit vacille. Aux références à la gauche – même la « vraie » ou la « radicale » – se substituent celles au peuple. Le parti politique n'encadre plus au profit d'initiatives citoyennes, le clivage gauche-droite s'éteint sous l'opposition peuple-oligarchie, à ses anciens livres *En quête de gauche* et *L'autre gauche* leur succèdent *Qu'ils s'en aillent tous* et *L'ère du peuple*. Bref, le député européen aurait posé l'étendard « gauche », lui préférant celui de « peuple ». Au-delà du simple signifiant, ce passage de la gauche vers le peuple est le fruit d'une importante réflexion autant intellectuelle que stratégique.

**« La mélodie de fond s'est bouleversée ces derniers mois. Si l'on tend cette fois-ci l'oreille en deçà des radars du spectacle, le ciment historique sur lequel Mélenchon s'est construit vacille. »**

En effet, Jean-Luc Mélenchon se plaît à être qualifié d'intellectuel. Héritier d'une longue tradition, ce qu'on nomme le mouvement socialiste a toujours eu à sa tête des théoriciens de la pratique. Les hommes et les femmes capables d'analyser avec précision et méthode les contradictions de leur époque afin d'en tirer une stratégie révolutionnaire ont historiquement tenu le haut du pavé : [Jean Jaurès](#), [Rosa Luxemburg](#) ou [Antonio Gramsci](#), pour citer les plus éminents représentants. C'est ce travail de fond

que soumet aujourd'hui le fondateur du Parti de Gauche lorsqu'il entend démontrer que l'ère du peuple frappe à la porte de l'Histoire, enterrant implicitement l'ère de la gauche dans un passé révolu. Du constat de trois grandes bifurcations en jeu – anthropologique, climatique et géopolitique – émerge un nouvel acteur de l'Histoire, le peuple urbain, et son nouveau terrain d'expression, l'espace public, ainsi qu'une stratégie de prise de pouvoir, la révolution citoyenne, adossée à la doctrine émancipatrice de notre temps : l'écossocialisme.

Pour saisir ce nouveau chemin de crête, il est nécessaire de revenir à ses soubassements philosophiques originaires et ses référents intellectuels. Le moins que l'on puisse dire, c'est que notre licencié de philosophie n'en est pas avare. Dépasionner le personnage pour rendre intelligible le cheminement de sa pensée : voilà notre idée directrice.

## L'outil matérialiste : les trois bifurcations

Toute doctrine politique s'appuie sur un diagnostic du monde qui l'entoure. Néanmoins, la méthode utilisée afin d'élaborer ce constat n'est pas neutre. Elle implique de trancher, même implicitement, des questions fondamentales comme la nature de l'Homme ou d'adopter une certaine philosophie de l'Histoire. Ainsi, dans le tableau que Jean-Luc Mélenchon nous propose des sociétés humaines à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle apparaît à grands traits l'outil matérialiste d'explication du monde. Le jeune Mélenchon doit à la lecture de *L'idéologie allemande* son adhésion au matérialisme historique, évoqué comme une « *révélation* » : le référent premier doit être l'activité pratique de l'Homme, c'est-à-dire le mode de production par l'Homme de ses moyens d'existence. L'approche d'un matérialiste sur les événements se caractérise par une méthode – le matérialisme dialectique – résumée en trois principes : la primauté de la matière concrète du réel, le réel comme processus, les processus comme parties intégrantes d'une totalité.



Place de la Bastille (DR)



## Anthropologie, climat et géopolitique

Le point de départ de son étude à vocation scientifique des sociétés humaines est une loi qui guide leur marche : celle du nombre et de la reproduction biologique. De la croissance exponentielle de l'humanité – il a fallu deux cent mille ans pour atteindre le premier milliard et seulement onze pour passer de six à sept milliards ! – dépend tout le reste de l'organisation sociale. C'est « *la condition humaine elle-même* » (*L'ère du peuple*, p. 34) qui se retrouve bouleversée puisque les besoins humains entraînent l'invention de nouvelles techniques ainsi que l'expansion de l'humanité sur le globe entier et dans les mers. On retrouve ici l'idée d'un certain déterminisme causal : « *L'histoire humaine est d'abord celle du nombre des individus qui la composent* » (*ibid.*). Fidèle à la tradition marxiste, Mélénchon refuse de définir une nature de l'Homme au profit d'une production de soi par le rapport socialisé au monde. Quel degré de proximité y a-t-il entre les premiers groupes humains vivant de la cueillette et l'homme contemporain, hybridé avec la machine et achetant son repas au supermarché ? Peut-on parler de la même humanité entre une femme enceinte dès l'âge de la puberté et s'éteignant avant d'atteindre la trentaine et celle d'aujourd'hui choisissant d'enfanter grâce à la contraception – « *une aptitude biologique n'est plus un destin social* » – et vivant jusqu'à quatre-vingt-cinq ans ?

**« Fidèle à la tradition marxiste, Mélénchon refuse de définir une nature de l'Homme au profit d'une production de soi par le rapport socialisé au monde. »**

La *bifurcation anthropologique* de l'humanité remodèle jusqu'à son rapport au temps. Ce dernier, « *propriété de l'univers social* » et défini comme « *le rythme auquel se font les choses* » (p. 93), n'est pas immuable à travers les époques. Entre la société paysanne contrainte par la temporalité de l'agriculture et les cycles saisonniers au « temps zéro » des flux financiers internationaux se trouve un abysse que l'humanité a sauté en moins de deux siècles. L'accroissement du nombre lui-même, multiplicateur des liens et catalyseur des bouleversements de l'histoire humaine, induit quasi-mécaniquement l'invention de techniques et le mode de production et d'échange. Le capitalisme financiarisé façonne donc le rapport humain au temps – celui de la vie, des objets, des savoirs etc. – en imposant la temporalité dominante des possédants. Mélénchon semble calquer la découpe analytique matérialiste entre une infrastructure des rapports de production déterminant intégralement une superstructure idéelle – ici le rapport individuel et collectif au temps.



La conséquence directe du nombre croissant des êtres humains est le danger de leur activité sur l'écosystème. La course aux matières premières et le modèle productiviste afin de répondre aux besoins humains entraînent l'émission massive de gaz carbonique qui réchauffe l'atmosphère. Cela conduit à une réaction en chaîne : température plus élevée, fonte des glaces, élévation du niveau de la mer et libération de gaz à effet de serre, accélération de l'évaporation donc des pluies, bouleversement de la biodiversité, extinction d'espèces etc. Une ère nouvelle a pris place : l'*anthropocène*, celle des hommes. La *bifurcation climatique*, encore plus que la bifurcation anthropologique, s'explique par les lois de la science (la climatologie en tête). En effet, Jean-Luc Mélenchon est un des rares hommes politiques à entretenir un dialogue constant avec les sciences « dures ». Il utilise nombre de métaphores scientifiques afin de rendre compte du monde social (comme les *processus stochastiques* issus de la physique des systèmes dynamiques ou le *principe d'incertitude* venu de la physique quantique).

**« Le capitalisme financiarisé façonne donc le rapport humain au temps - celui de la vie, des objets, des savoirs etc. - en imposant la temporalité dominante des possédants. »**

La *troisième bifurcation*, géopolitique, suit le même schéma. Partant d'une analyse matérialiste en termes de rapports de force monétaires et de structure de l'économie américaine, Mélenchon en conclut l'attitude, par intérêt, belliqueuse des États-Unis d'Amérique et de son bras armé, l'OTAN. Le gouvernement nord-américain a imprimé une masse gigantesque de dollars sans aucune contrepartie matérielle dont il assure la valeur par sa présence militaire aux quatre coins du globe. De même, le volant d'entraînement de l'économie américaine est inféodé au complexe militaro-industriel. Ces deux éléments matériels poussent à une production et une présence militaire toujours plus importantes. Ainsi, il détricote le « *voile tissé des fils les plus immatériels [de l'idéalisme]* » (Marx) propre à la rhétorique d'un « choc des civilisations », théorisé par *Samuel Huntington* au milieu des années 1990, d'hypothétiques valeurs de Démocratie et de Droits de l'homme à défendre les armes à la main le long des *pipelines* de pétrole. Mélenchon prédit donc une bifurcation géopolitique de l'ordre mondial lorsque les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), et leur monnaie d'échange récemment institué pour concurrencer le dollar, devanceront les États-Unis en termes de puissance économique. Il assume le primat du changement sur l'essence, des processus sur les choses. Cette vision processuelle du réel, où l'accent est mis sur le caractère mouvant et transitoire de toutes choses, est indissociable des analyses mélenchoniennes.

Enfin, et de manière évidemment liée, la méthode matérialiste ne pense pas les processus comme indépendants entre eux. Ces trois bifurcations ne sont pas irréductibles les unes aux autres, mais au contraire, communiquent si étroitement qu'elles n'en font qu'une. Facteurs démographiques, économiques, techniques, écologiques, militaires et géopolitiques se mêlent constamment dans ses explications. De fait, la totalité ou la globalité de la dialectique s'incarne dans la capacité à éclairer les connexions du mouvement d'ensemble. Face à un mouvement général d'extériorisation et de juxtaposition des thématiques contemporaines, Jean-Luc Mélenchon s'évertue à collecter les pièces du puzzle et à pointer les manifestations, à première vue insignifiantes, du capitalisme en tant que *système*.



Cinquième sommet des BRICS, 2013 (DR)

### Le nouvel acteur de l'Histoire : le peuple

Face au constat dominé par l'émergence du grand nombre sur la scène de l'histoire, qui porte le drapeau de la révolte ? Le matérialisme historique dont s'est revendiqué le mouvement socialiste jusqu'à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ne jure que par la classe ouvrière comme protagoniste de l'Histoire de l'humanité. Un ensemble homogène dont l'appartenance exclusive se trouve rabattu sur sa position dans le processus de production. Bien que cotisant à l'outil matérialiste d'explication du monde, Jean-Luc Mélenchon s'est distancié, depuis son premier ouvrage *À la conquête du chaos*, en 1991, d'une lecture dogmatique et anhistorique du marxisme. Il s'agit de distinguer chez Mélenchon, à l'instar des travaux de [Louis Althusser](#), entre une philosophie marxiste comme méthode dont il se réclame et une théorie scientifique de l'histoire qu'il nuance abondamment. C'est dans le contexte de cette remise en question globale de lois déterministes de l'histoire des sociétés humaines qu'il faut comprendre le recours au peuple supplantant la classe ouvrière.



## Relativiser la marche matérialiste de l'Histoire

**« Le déterminisme historique marxiste postule la succession de formes d'organisations sociales liées positivement entre elles puisque chaque étape postérieure rapproche l'Homme du stade ultime. »**

L'apostasie tombe comme un couperet dès son tout premier ouvrage : « *Le socialisme n'est-il qu'un mythe prophétique comme un autre ?* » Cette question existentielle se comprend dans le contexte terrible du débat politique des années 1990. Le mur de Berlin emmène dans sa chute la fin de l'Histoire et des grandes idéologies. S'attaquer en 1991 au matérialisme historique tout en méprisant l'avènement concomitant de la science économique néoclassique (dite rationnelle) apparaît comme un jeu d'équilibriste. Jean-Luc Mélenchon, conscient de l'incapacité d'une loi matérialiste à expliquer l'intégralité des événements de son temps, entreprend « *d'en finir avec les conceptions théologiques de la politique : son rôle n'est pas de se présenter comme la science globale de l'activité humaine ou comme la religion des jours meilleurs* ». Libéralisme et déterminisme historique se confondent dans cet énoncé. Face à une élite politique social-démocrate qui s'immisce avec enthousiasme dans ce nouveau rabattage des cartes – « *les nouveaux parvenus du socialisme gestionnaire et leur réalisme de pacotille* » – et l'extrême gauche – « *les récitants du catéchisme marxiste du passé* » –, celui qui a été le plus jeune sénateur français ouvre la voie à une nouvelle théorie apte à comprendre le « *mouvement réel des sociétés humaines* » par l'interaction des composants isolés du système. Si, comme le dit [George Orwell](#), « *il est nécessaire, pour défendre le socialisme, de commencer à l'attaquer* », l'assaut proposé par Mélenchon cible un de ses piliers canoniques : la théorie des stades de développement.

Le déterminisme historique marxiste postule la succession de formes d'organisations sociales liées positivement entre elles puisque chaque étape postérieure rapproche l'Homme du stade ultime où sa condition sociale coïncidera avec l'idée qu'il se fait de lui-même. L'histoire des sociétés humaines s'expliquerait donc avant tout par des raisons économiques et techniques : elle serait régie par un « *mystérieux programme transcendant [...] qui a pour noyau dur le développement continu de l'invention technique et scientifique [...] non seulement automatique mais également d'une neutralité philosophique absolue* » (Orwell Educateur, [Jean-Claude Michéa](#)). Mélenchon



engage son apostasie. Les faits culturels, les structures mentales ou l'imaginaire collectif sont susceptibles d'empêcher, de ralentir ou à l'inverse, de favoriser, d'accélérer le dépassement des ordres sociaux économiques, les avancées technologiques ou le mode de production. Quelle stupeur traversa le courant marxiste lorsque des ethnologues conclurent que l'invention de l'agriculture ne fut en rien une solution pragmatique pour pallier à la précarité de la cueillette mais la conséquence fortuite d'un banal culte consistant à enterrer des graines. La présence ou l'absence de conditions politiques et culturelles nuancent le déterminisme technique des stades évolutifs. En effet, la critique de la linéarité des processus historiques fit l'objet d'un examen précis par Jean-Luc Mélenchon qu'il condensa dans son premier ouvrage *À la conquête du chaos*. L'incertitude serait donc une « *propriété indépassable de l'univers social* ».

## De la classe ouvrière au peuple urbain

**« Les bouleversements du monde salarié en un émiettement des catégories socioprofessionnelles ont flouté les repères traditionnels. »**

Quel acteur désigne alors Jean-Luc Mélenchon pour hériter du témoin révolutionnaire ? La catégorie marxiste de classe ouvrière avait l'avantage de définir une frontière nette entre travailleurs – Gramsci y incluait la paysannerie – et capitalistes : détenteurs de leur seule force de travail contre détenteurs du capital. Néanmoins, les bouleversements du monde salarié en un émiettement des catégories socioprofessionnelles – ouvriers d'industrie, ouvriers agricoles, employés de service, fonctionnaires, cadres d'entreprise, chômeurs etc. – ont flouté les repères traditionnels. Ainsi, se comprend l'usage récurrent du concept de peuple au détriment de celui de classe. Même si cette référence s'articule partiellement autour de la notion de peuple-classe – ensemble des dominés dans les rapports de production –, il reste la dominante du *laïkos* – le peuple dans son indivisibilité. C'est toute la mythologie du fardeau de la classe ouvrière quant à son rôle révolutionnaire qui s'écroule. Mélenchon ne croit pas que « *la classe ouvrière ait à s'emparer par elle-même du pouvoir d'ensemble de la société et que c'est de son mouvement mécanique que va résulter le bien commun* » (*Discours à la loge du Grand Orient*, janvier 2012).



Par Lewis Hine, 1931

Pour Mélenchon, le successeur de l'*homo laborans* sera l'*homo urbanus*, celui de la classe ouvrière le peuple urbain. Encore une fois, la clé de lecture est le fait populationnel urbain qui tend à s'universaliser et implique des « *liens forts d'interdépendance, [...] une vaste machinerie sociale concentrée en milieu urbain* » (p. 110). De ce phénomène émerge la figure première et indépendante de la condition sociale érigée par la modernité politique occidentale : l'individu. Il s'empresse de le rappeler dès qu'il en a l'occasion. Sa matrice originelle, celle à partir de laquelle il a construit sa vie de militant politique, est la doctrine qui « *a libéré l'individu* » du « *vieux monde* », décrit comme un « *fatras de privilèges et de puissants* ». La philosophie des Lumières « *habite émotionnellement* » (7 mars 2012, [émission La fabrique de l'Histoire](#)) le natif de Tanger depuis son plus jeune âge.

**« Chaque individu est capable de s'arracher des institutions (famille, Église, communauté villageoise) ou médiations (patriarche, curé, préjugés) qui lui barrent la route de l'autonomie intellectuelle. »**

Un des grands principes philosophiques dont il se fait l'héritier est le statut de la raison. L'idée d'une transcendance antérieure à la volonté humaine à laquelle il devrait se soumettre intégralement est battue en brèche par les philosophes du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle : l'Homme est capable d'autonomie, il peut s'instituer sa propre loi. La première des autonomies étant, évidemment, celle de penser par soi-même. Ce primat de la raison individuelle sur les déterminants extérieurs ou antérieures à la condition humaine fonde l'approche politique de Jean-Luc Mélenchon, d'où son constant appel aux capacités réflexives de chacun. Chaque individu est capable de s'arracher des institutions (famille, Église, communauté villageoise) ou médiations (patriarche, curé, préjugés) qui lui barrent la route de l'autonomie intellectuelle. La ville permet plus en amont



l'épanouissement de cette individualité enténébrée dans les anciennes structures sociales.

## De l'usine à l'espace public

À chaque sujet révolutionnaire de l'Histoire correspond un lieu physique à sublimer par l'action du nombre. Dans l'analyse marxiste traditionnelle, le prolétariat ouvrier doit s'emparer de son terrain de prédilection où se produit la richesse : l'usine. Ce lieu qui cristallise les contradictions du système permet une double prise de pouvoir. La première est une prise de pouvoir sur soi, sur sa subjectivité au contact d'une condition sociale partagée par ses semblables – c'est le passage chez Marx d'une classe *en soi* (avec des intérêts communs) à une classe *pour soi* (consciente de ses intérêts communs). La seconde est une prise de pouvoir matérielle sur le lieu lui-même, de possession collective par la dépossession privée. « *L'entreprise n'est plus le lieu central où s'exprime une conscience politique globale* » (p. 123) assène Jean-Luc Mélenchon. Désindustrialisation, délocalisations, criminalisation de l'action syndicale, menaces de licenciement et éclatement des grandes industries en entités de petites tailles ont eu raison de la figure emblématique de l'usine. La partition révolutionnaire du peuple urbain se joue donc sur une autre scène : l'espace public, et son incarnation contemporaine, la ville.

**« Le nouvel âge des révolutions se caractérise donc par le déferlement du peuple en ville et l'occupation des places poussés par des revendications communes de conditions dignes d'existence. »**

La ville moderne symbolise plus que jamais les rapports de domination capitalistes entre des centres villes embourgeoisés, des ghettos riches, des grands ensembles où se concentrent la misère et une relégation périurbaine qui reflète des nouvelles formes de relégations sociales. Si, pour Mélenchon le matérialiste, « *à toute condition sociale finit par correspondre une conscience collective* » (p. 115), alors émerge une condition urbaine autour d'enjeux collectifs comme les transports, la santé, l'éducation, l'emploi ou l'habitat. Le nouvel âge des révolutions se caractérise donc par le déferlement du peuple en ville et l'occupation des places poussés par des revendications communes de conditions dignes d'existence. De la Puerta del Sol à la place Tahrir en passant par les révolutions latino-américaines, le schéma suit la dilution de la classe ouvrière homogène dans un peuple urbain hétérogène. De plus, le nouvel âge des réseaux – celui des



réseaux sociaux sur la toile – dédouble et amplifie l'espace public formant « *une cité sans fin* » (p. 109). Mélenchon critique l'opposition simpliste entre matérialité du face-à-face et virtualité du réseau social. Le rôle joué par ces derniers en Égypte, Tunisie, Espagne ou Turquie comme catalyseur des forces matérielles ne peut être négligé. Ainsi, la mise en réseau numérique, tout comme la mise en réseau physique (transports, électricité, eau) participe à la formation d'une conscience collective urbaine. Laissons l'eurodéputé conclure : « *Le peuple est le sujet de l'histoire contemporaine. Le peuple c'est la multitude urbaine prenant conscience d'elle-même à travers ses revendications communes* » (p. 119).

## La révolution citoyenne : la leçon latino-américaine

Si la figure révolutionnaire ainsi que son terrain d'épanouissement se sont modifiés, alors il en va de même pour la stratégie d'action à suivre. La révolution qu'appelle de ses vœux Jean-Luc Mélenchon est et ne peut être que doublement citoyenne. Citoyenne d'abord car portée, comme nous venons de le voir, par l'individu-citoyen au-delà de sa simple place dans le processus de production. Citoyenne ensuite car englobant des objectifs universels au-delà de la simple socialisation des moyens de productions comme la défense de l'écosystème. Plus que de répéter la définition canonique qu'en donne Mélenchon – révolution du régime de la propriété, des normes juridiques et de l'ordre institutionnel –, tentons de voir l'inspiration historique que furent les révolutions citoyennes d'Amérique latine ainsi que ses influences intellectuelles dans la tradition marxiste.



Mélenchon et Chavez (DR)



## Le laboratoire latino-américain

**« L'Amérique du Sud représente le traumatisme du coup d'État contre Salvador Allende et les récits « des nôtres » - les militants socialistes et communistes - retrouvés dans les fosses communes. »**

« Non, l'Histoire n'est pas finie ! », tel est le message plein d'espoir que tire Jean-Luc Mélenchon des mouvements populaires latino-américains, qui se traduisirent par les victoires électorales entre 1999 et 2006 d'[Hugo Chávez](#) au Venezuela, [Lula](#) au Brésil, [Néstor Kirchner](#) en Argentine, [Tabaré Vázquez](#) en Uruguay, [Evo Morales](#) en Bolivie et [Rafael Correa](#) en Équateur. Celui que les médias aiment caricaturer en « petit Chávez » assume son tropisme sud-américain. Pour sa génération de militants politiques, l'Amérique du Sud représente le traumatisme du coup d'État contre [Salvador Allende](#) et les récits « des nôtres » - les militants socialistes et communistes - retrouvés dans les fosses communes. Suite à la chute des dictatures et la transition à des démocraties formelles, les pays latino-américains furent le théâtre d'une nouvelle rationalité politique : celle des politiques néolibérales résumées dans le [consensus de Washington](#). Néanmoins, dès 1990 la contre-offensive des mouvements progressistes s'organise dans le Foro de Sao Paulo, lieu de réflexions inédit puisqu'il rassemble au-delà des Internationales Communistes et Socialistes. C'est en allant analyser le moment politique latino-américain que Mélenchon a affiné sa stratégie de révolution citoyenne.

## De l'astre mort social-démocrate à la révolution citoyenne

Le point de départ de la réflexion est un double constat posé aussi bien par les participants au forum que par Jean-Luc Mélenchon : la chute du bloc soviétique et l'astre mort qu'est devenue la social-démocratie. Si pour l'ancien sénateur socialiste la rupture avec l'Union Soviétique était consommée dès son engagement de jeunesse trotskyste, sa réflexion s'est nourrie des turpitudes dont se sont rendues coupables les partis sociaux-démocrates latino-américains. La multiplication de coalitions gouvernementales avec les partis de centre-droit, l'éviction des partis communistes, l'alignement politique sur les recommandations du Fonds Monétaire International, le dépérissement de toute assise populaire, l'embourgeoisement des dirigeants et militants, l'absence totale de



renouvellement doctrinal... fusionnent dans le verdict de Mélenchon : un astre mort. Cela s'incarne de manière emblématique dans le [pacte de Punto Fijo](#) (du nom de la ville vénézuélienne) qui acte une alternance politique organisée entre les deux grands partis de centre-droit et de centre-gauche.

**« Le fondateur du Parti de Gauche détecte le point commun des révoltes populaires en Amérique latine : des décisions politiques qui frappent de plein fouet les conditions de vie du peuple urbain. »**

Jean-Luc Mélenchon transpose rapidement ce constat au Vieux Continent. Dans son ouvrage *En quête de gauche* publié en 2007, il établit un tour d'horizon des partis sociaux-démocrates européens. Il analyse avec précision la bifurcation idéologique de la « troisième voie » chère à [Tony Blair](#) ; théorie fondée sur une opposition rhétorique de réformateurs dans un monde qui bouge face à des conservatismes sociaux ou idéologiques ainsi que sur le dépassement du clivage gauche-droite autour d'un consensus partagé – le fameux « *cercle de la raison* » d'[Alain Minc](#). Outre le « *désastre social* » qu'implique le ralliement de la social-démocratie à l'adaptation aux contraintes, la succession d'alternances politiques dans ce cadre conduit à des « *marées d'abstention* ». Mélenchon décèle le même phénomène dans l'Amérique latine des années 1990 et l'Europe d'aujourd'hui. Face à une élite nationale qui verrouille le pouvoir en s'en dépossédant au profit d'une oligarchie supranationale – le FMI pour l'Amérique latine, l'Union Européenne pour l'Europe –, le peuple entame sa grève civique. « *L'abstention prend alors l'apparence d'une autodissolution du peuple* » (p. 129) alors qu'elle demeure éminemment politique : un rejet d'institutions ne permettant plus d'exercer la souveraineté, rejet qui s'exprime dans le langage d'une dénonciation plus vaste « *du système* ». Puis, dans cette séquence, un déclencheur fortuit catalyse cette politisation sous les radars officiels. Le fondateur du Parti de Gauche détecte le point commun des révoltes populaires en Amérique latine : des décisions politiques qui frappent de plein fouet les conditions de vie du peuple urbain. En effet, la hausse du prix des transports en commun au Venezuela aboutit au « [Caracazo](#) » en 1989, celle de l'eau suite à sa privatisation en Bolivie entraîne « la guerre de l'eau de Cochabamba » en 2000 et en Argentine la réduction drastique de la monnaie en circulation se traduit par les « *cacerolazos* » et « *piqueteros* » ; ce processus global étant guidé par le mot d'ordre argentin « *que se vayan todos* » (qu'ils s'en aillent tous).

Ces révoltes populaires ont trouvé en Amérique latine leur incarnation institutionnelle



par des mouvements politiques – que Mélenchon appelait jusqu’à récemment « l’Autre gauche » – à travers le processus constituant : la conjonction des deux moments façonnent la révolution citoyenne. Il s’agit donc de se pencher sur la stratégie à adopter dans cette configuration politique. Celle tracée par Mélenchon fait la synthèse de deux traditions révolutionnaires du début du XX<sup>e</sup> siècle : à la rencontre de Rosa Luxemburg et d’Antonio Gramsci.



Rosa Luxemburg, 1912 (DR)

## Au croisement de l’étincelle incendiaire...

**« La révolution citoyenne a l’ambition de faire la synthèse entre un programme politique révolutionnaire et sa légitimation institutionnelle par les élections au suffrage universel. »**

Mélenchon cultive, à l’instar de Rosa Luxemburg, le volontarisme et l’infatigable *pensum* accélérant le processus historique. Si l’action autonome des travailleurs – désormais, donc, du peuple – doit prévaloir lors du moment révolutionnaire, l’avant-garde éclairée a néanmoins un rôle éminent dans sa période préparatoire : « *devancer le cours des choses, de chercher à le précipiter* » (Rosa Luxemburg) ou « *d’éclairer le chemin* » (Jean-Luc Mélenchon). D’où le travail consciencieux de théorisation, d’explication des événements et de polémique politique qui s’actualise avec les moyens de diffusion propre à chaque époque (tracts, réunions publiques, livres, vidéos internet...). Alors que Luxemburg excellait dans la rédaction de courtes brochures explicatives, Jean-Luc Mélenchon met un point d’honneur à restituer le moment politique dans de copieux



billets hebdomadaires sur [son blog](#).

En outre, le député européen fait sien l'héritage spartakiste relatif à la direction politique qui ambitionne de dégager à la fois une « *tactique et des objectifs* » (Luxemburg), « *les taches et la méthode* » (Mélenchon) : tous deux réunis dans ce fameux concept de révolution citoyenne. Empruntée aux mouvements d'émancipation de la tutelle du [Fonds Monétaire International](#) en Amérique latine, la révolution citoyenne a l'ambition de faire la synthèse entre un programme politique révolutionnaire et sa légitimation institutionnelle par les élections au suffrage universel. Puisqu'il ne s'agit pas « *d'être les porteurs d'eau de la révolution* » ([débat avec Besancenot](#) organisé par le magazine [Regards](#), avril 2011), les partis ont pour vocation de proposer une méthode – ici « *l'implication populaire dans les affaires publiques* » – et des objectifs – la bifurcation de l'appareil productif, la refondation des institutions, l'extension de la citoyenneté dans l'entreprise, le partage des richesses... Mélenchon est conscient qu'un changement par le haut ne tiendrait pas une semaine contre la farouche résistance des puissants.

**« Le peuple doit donc se constituer lui-même en écrivant les nouvelles règles du jeu politique. »**

De là naît une tension sur la forme d'organisation à adopter. Initialement inspiré par les expériences de [Die Linke](#) (Allemagne) et [Syriza](#) (Grèce), le Front de Gauche se structure comme un cartel de partis ouvert aux formations en rupture avec la social-démocratie. Néanmoins, ces derniers temps Jean-Luc Mélenchon appelle à un « *dépassement du Front de gauche* », c'est-à-dire à un dépassement des coalitions partidaires. C'est ici une référence au modèle de [Podemos](#) en Espagne comme institutionnalisation de révoltes sociales – celle des Indignés. Ainsi, il semble renier une forme de caporalisme propre aux anciennes formations politiques. Mélenchon préfigure cela par le lancement d'un Mouvement pour la 6<sup>e</sup> République (M6R), où l'horizontalité et la démocratie interne prend le pas sur la discipline de partis à travers des plateformes internet. L'horizon stratégique à atteindre serait donc un label commun (du Nouveau Parti Anticapitaliste aux socialistes dissidents, en passant par les écologistes) légitimé par des Assemblées citoyennes locales balayant « *la tambouille politicienne* » des accords de partis.

L'implication populaire dans le processus révolutionnaire, slogan agréable dans un colloque d'agréés en révolution, contient une dimension concrète qu'il résuma par une formule : face à la probable sédition des possédants, « *nous comptons sur les employés des banques qui tiennent les livres de comptes bancaires* ». La prise de conscience et l'usage du pouvoir citoyen dans chaque sphère de l'activité humaine – il appelle

également les milliers de précaires des médias à « *virer les généraux, les colonels* » pour « *faire de la place aux caporaux, sergents ou lieutenants* » – renferment la clé méthodique de sa révolution citoyenne. Plus fondamental encore, Mélenchon reprend l'idée luxemburgiste d'une constitution de soi dans la pratique politique. En opposition à Lénine, la militante allemande oppose la dimension féconde des « *erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire* » à « *l'infailibilité du meilleur comité central* ». Dans une configuration politique contemporaine, le peuple doit donc se constituer lui-même en écrivant les nouvelles règles du jeu politique. « *La multitude devient le peuple quand elle fait acte de souveraineté* » (p. 126) : tel est le rôle du processus constituant.



(© AFP)

Il se défend du caractère révolutionnaire et concret d'une Assemblée constituante. Faire acte de souveraineté, exposer des avis contradictoires, décider collectivement, réguler les sociétés humaines, tout ceci entre en contradiction directe avec l'ordre financier « *qui n'accepte aucune régulation extérieure à lui* » (p. 128). À ce système qui nécessite l'apathie et la dissolution du peuple, la réponse radicale ne peut être que celle du nombre et de sa constante anthropologique – Mélenchon fait référence aux travaux de l'ethnologue [Maurice Godelier](#) : poser des règles sur l'espace de vie en commun. Témoin des expériences latino-américaines où les séquences historiques ont enchaîné révoltes populaires-victoires électorales-Assemblée constituante, Mélenchon entend donc placer la VI<sup>e</sup> République au cœur du débat politique.

## ... et de la guerre de position

« *Partir du sens commun pour constituer un nouveau bloc historique et comprendre les ressorts de l'hégémonie culturelle* »



*pour la retourner. »*

Néanmoins, la révolution citoyenne qu'appelle de ses vœux Jean-Luc Mélenchon est, avant toute chose, une bataille culturelle et renvoie à la pratique révolutionnaire théorisée par Antonio Gramsci. Démontrant le passage des sociétés fluides (autonomie de la société civile par rapport à l'État) à des sociétés densifiées dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au sein des grands pays industrialisés européens, l'intellectuel italien critique la stratégie de guerre de mouvement. Les grands appareils idéologiques de domination – administrations étatiques, Église, parlementarisme, corporations... – formeraient désormais des tranchées qui amortissent les crises du capitalisme : les crises économiques n'impliquent pas inéluctablement des « crises d'hégémonie » du système politique. La guerre de position, celle qui consiste à prendre le pouvoir dans les consciences, doit donc se substituer à la préséance de la conquête du pouvoir politique – désormais simple aboutissement d'un processus bien plus long. Cela implique de partir du sens commun pour constituer un nouveau bloc historique ainsi que de comprendre les ressorts de l'hégémonie culturelle pour la retourner.

## Partir du sens commun

Une [vidéo](#) a récemment circulé sur les réseaux sociaux dans laquelle [Pablo Iglesias](#), leader de Podemos, évoque la difficulté des mouvements politiques révolutionnaires à établir une identification entre leur analyse et le sens commun – « *ce que sent la majorité* ». Il se moque de ce que Mélenchon nomme « *les récitants du catéchisme marxiste du passé* » qui prétendent convaincre à grands coups de prolétaires, grand capital, classe ouvrière et autres figures canoniques du panthéon révolutionnaire. Ce travail de mise en discours ainsi que de traduction contemporaine « *du bruit et de la fureur de notre temps* » correspond avec l'idée que se fait Mélenchon de la fonction tribunicienne. Il s'agit d'incarner – par une expression, un mot d'ordre, une saillie publique, une proposition, une analyse – un sentiment commun jusqu'à lors quasi ineffable. Le tribun subsume le chaos des faits et des émotions, donne du sens à une indignation confuse et tente de sublimer en action collective un sens commun plutôt réactif qu'actif, négatif que positif.

**« Partis de gouvernement, médias audio-visuel, élites culturelles, communicants, patrons du CAC40, technocrates bruxellois et banquiers : l'oligarchie, la caste, le système. »**



La première tâche consiste à nommer l'ennemi : qui est notre adversaire ? Mélenchon raconte sa rédaction d'une liste de termes lors de la campagne pour le « Non » au référendum de 2005 sur le Traité Constitutionnel Européen : les puissants, les importants, les parfumés. Peu de capitalistes, social-traîtres ou bourgeois dans sa rhétorique puisqu'ils expriment avec inexactitude la configuration politique ressentie par le grand nombre. « *Cette alliance des superstructures* » – partis de gouvernement, médias audio-visuel, élites culturelles, communicants, patrons du CAC40, technocrates bruxellois et banquiers – porte un nom : l'oligarchie, la caste, le système. Jean-Luc Mélenchon rend ainsi compte de ce petit monde homogène qui vit en cercle fermé jusqu'à l'endogamie la plus clanique, cumule le pouvoir économique, politique, symbolique (celui de dire la norme) et partage une peur commune : celle du peuple. « *Le système n'a pas peur de la gauche, il a peur du peuple* » assène depuis quelques mois le fondateur du Parti de Gauche. Après avoir nommé l'ennemi, il s'agit désormais de désigner son propre camp. Durant le début du mandat de François Hollande, la tentation était forte chez les militantes et dirigeants à la gauche du Parti Socialiste de tomber dans les travers de la gauche adjectivale ou adverbiale : la vraie gauche, la gauche de la gauche, la gauche radicale, l'autre gauche, une politique réellement ou vraiment à gauche. Mélenchon y prit sa part. Devant l'échec de cette ligne politique, il se rend à l'évidence : la concurrence des gauches ne mène à rien, il faut désormais fédérer le peuple.



Pablo Iglesias, de Podemos (DR)

## L'ère du vol des mots et des signifiants



## flottants

Fin lecteur de George Orwell, l'eurodéputé témoigne des conséquences de « l'ère du vol des mots » (p. 26). Déjà lors de la campagne européenne de mai 2014, Mélénchon fustigeait « les mots [qui] ne veulent plus rien dire. Ou bien s'ils veulent dire quelque chose, c'est le contraire de ce qui est dit » afin de proposer une sortie par le haut : « voilà comment il faudra les réinventer ». En effet, les mots sont des sédimentations historiques de sens et des puissants marqueurs symboliques. C'est évidemment le cas du mot *gauche*, dont l'écho dans le sens commun a été vidé de sa signification historique – être du côté des travailleurs. Mélénchon prend au sérieux l'expérience latino-américaine où ses camarades s'interdisaient de se revendiquer de la gauche puisque dans la tête des gens « *gauche et droite c'est tout pareil* » – puis rajoute : « *Comment le démentir ?* » (p. 27).

**« Un signifiant trop ouvert - gauche ou progrès - ne permet pas d'assumer un antagonisme et, à l'inverse, un signifiant trop fermé et fortement clivant - marxiste - n'est séducteur que pour une minorité d'initiés. »**

Si l'on se penche sur les influences latino-américaines de l'analyse mélenchonienne, il est indispensable de se référer au politiste argentin [Ernesto Laclau](#) auteur de *La raison populiste* (2005). À rebours d'une conception procédurale de la démocratie, elle est pour Laclau un processus de construction/redéfinition constante des identités collectives. Ces identités se structurent autour de signifiants flottants qui sont l'arène des constructions hégémoniques concurrentes et de batailles pour imposer son ordre symbolique. Lors de période de crise d'hégémonie des superstructures, le champ des signifiants classiques se dissout. Ainsi, les forces politiques qui émergent doivent investir ces signifiants vidés de leur substance antérieure de manière stratégique. Un signifiant trop ouvert – par exemple *gauche* ou *progrès* – ne permet pas d'assumer un antagonisme et, à l'inverse, un signifiant trop fermé et fortement clivant – par exemple *marxiste* – n'est séducteur que pour une minorité d'initiés. Jean-Luc Mélénchon, qui a rencontré et débattu avec Ernesto Laclau en Argentine, tente de mettre en pratique ces recommandations afin de reconfigurer le sens commun. Pour le tribun amoureux des mots et des concepts, il est aisé d'assumer la force performative du langage – quand dire crée du sens. *Démocratie*, *patrie*, *système* ou *républicain*, participent de ces catégories sujettes à disputes, tout comme le signifiant flottant par excellence : *peuple*.



## Constituer un nouveau bloc historique

L'étendard à porter sera donc celui du peuple, délaissant celui de gauche aux vautours de la rue de Solferino d'un côté et aux distributeurs de brevets révolutionnaires de l'autre. S'envolent progressivement les gens de gauche ou l'électorat de gauche pour laisser place au grand nombre, aux gens du commun et, en définitive, au peuple. Mélenchon assume une forme de populisme tout en critiquant la vacuité de ce concept qui, selon lui, en dit plus sur la haine de classe de ceux qui le prononce que d'une hypothétique essentialisation du peuple de leur contradicteur. Néanmoins, on retrouve bien une caractéristique populiste dans l'opposition verticale entre le haut - l'oligarchie - et le bas - le peuple - avec des intérêts en contradiction radicale.

**« Mélenchon assume une forme de populisme tout en critiquant la vacuité de ce concept qui, selon lui, en dit plus sur la haine de classe de ceux qui le prononce. »**

Cette rhétorique accompagne autant qu'elle construit ce qu'Ernesto Laclau nomme « *la dichotomisation de l'espace social en deux camp antagonistes* » (*La raison populiste*) lors d'une crise d'hégémonie du système politique. Loin de faire du peuple une essence et encore moins un élément de la structure sociale - qui reviendrait à définir des critères rigides de revenu, d'habitat, de diplôme etc. d'appartenance au peuple -, il est chez Mélenchon une « catégorie politique » ou, autrement dit, une potentialité contre-hégémonique. Cette dernière permet d'édifier un nouveau bloc historique, pour reprendre l'expression d'Antonio Gramsci, comme forces sociales convergentes autant sur des revendications matérielles que sur une vision du monde. Ainsi, si l'ennemi de l'oligarchie a le visage du capitalisme financier (dirigeants de fonds de pension, banquiers, patrons du CAC40, *traders*, etc.), alors l'artisan, le commerçant et même le petit patron peuvent participer à une « *convergence des productifs* » aux côtés des ouvriers et salariés sur le mot d'ordre d'une dé-financiarisation de l'économie.

## L'hégémonie culturelle : identifier, décrédibiliser, retourner

Comment constituer ce nouveau bloc historique comme potentialité contre-hégémonique ? L'action politique, pour Jean-Luc Mélenchon, s'appréhende en premier lieu par ses aspects culturels et a pour mission une « *reconstruction de soi* » qu'il

nomme indistinctement « *racine politique* » ou « *construction culturelle active* » (intervention au symposium organisé par le Secrétariat de la Nation argentin, octobre 2012). Ainsi, il s'agit d'abord de dévoiler les vecteurs de l'hégémonie culturelle dominante au grand jour pour, ensuite, souffler sur les braises d'une conception du monde supérieure à celle des dominants. Mélenchon commence par identifier le cerbère à trois têtes gardien de l'ordre moderne – divertissement, publicité, médias politiques – afin de décrédibiliser ses représentants canoniques. Pour « *rendre explicites les injonctions implicites de l'ordre [...], les rendre visibles aux yeux de la conscience individuelle* », le succès réside dans la *conflictualisation* des sujets dans l'arène politique, seule capable de « *passer d'une hégémonie culturelle à une autre* » (*ibid.*). C'est la stratégie qui consiste à taper dans la vitrine médiatique et ses experts cathodiques pour vacciner les consciences du schème de pensée qu'elle véhicule : *il n'y a pas d'alternative*.



Nicolas Sarkozy et François Hollande le 8 mai 2012 (© Reuters)

Deux armes sont susceptibles de fendre « *la deuxième peau du système* » en la démystifiant. D'abord, l'eurodéputé tourne en ridicule, par l'humour et la raillerie, la force de l'évidence que recouvrent les discours dominants. « *Moquez-vous d'eux !* », enjoint-il à ses concitoyens afin d'écorner la légitimité des importants qui façonnent l'air du temps – des caciques du PS et de l'UMP (40'30 – 47), aux journalistes et autres experts médiatiques. Puis, une fois l'effet démystificateur de la blague atteint, l'auditoire est dans les dispositions idéales pour la contre-argumentation seule capable de repolariser le champ politique dans son sens : c'est la fonction contre-hégémonique de la radicalité concrète. Mélenchon s'inscrit dans la filiation jaurésienne qui, en son temps, abjurait ses contemporains à ne pas boire ses paroles car « *envers une idée audacieuse [...] vous avez le droit d'être exigeants [...] de lui demander de faire ses preuves, [...] par quelle série de formes juridiques et économiques elle assurera le passage de l'ordre existant à l'ordre nouveau* » (discours du Pré-Saint-Gervais, 1913). Pourfendeur des « y'a



qu'à, faut qu'on » médiatiques, l'explication de ses thèses occupe la majeure partie de son travail politique. Peu aidé par sa formation sur la poésie au XVI<sup>e</sup> siècle, Mélenchon se plie – non sans la récuser – aux exigences techniciennes de la grammaire médiatique où les spécificités de la politique fiscale libératoire s'enchaînent avec les règlements de contrôle de l'activité numérique. Il s'évertue à déconstruire les argumentaires dominants au fil de ses interventions publiques. Cela implique d'accepter le débat quant à la traduction législative de la révolution citoyenne – et ne pas le renvoyer à la mission d'une classe élue par l'histoire.

**« Exalter les affects ne ferait que réveiller la bête immonde du fascisme. Jean-Luc Mélenchon se targue d'avoir rompu avec une tradition rationaliste de son camp. »**

Plus difficile, cette stratégie consiste également à conflictualiser les représentations qui passent par des canaux infrapolitiques, c'est-à-dire le divertissement et la publicité. Sa critique de l'histoire de la Révolution française véhiculée par le jeu vidéo [Assassin's Creed](#) en est un bon exemple. Néanmoins, parler à la raison ne suffit pas pour retourner l'hégémonie. Puisque l'*ordre globalitaire* (cf. seconde partie de l'article) investit jusqu'à l'intimité de chacun en constituant des subjectivités – des rapports à soi et au monde – ainsi que des comportements propices à l'accumulation capitaliste, la tentative contre-hégémonique doit se situer sur le même terrain. Toutefois, la gauche est prise de panique dès qu'il est question de passions politiques car traumatisées par les expériences totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle. Exalter les affects ne ferait que réveiller la bête immonde du fascisme. Jean-Luc Mélenchon se targue d'avoir rompu avec une tradition rationaliste de son camp : « *Je parle à ton cœur* ».

L'idée est de glorifier les valeurs anticapitalistes – « *les gisements culturels précapitalistes* » de [Cornelius Castoriadis](#) – qui s'entremêlent et font un compromis quotidien avec l'ordre marchand de l'intérêt rationnel. A la logique de la concurrence et du profit, l'ancien candidat à la présidentielle loue les vertus de la solidarité et du désintéressement. Sont de retour sur la place publique les termes d'honneur, de morale, de dignité et même d'amour. Sans idéaliser les pratiques populaires, Mélenchon s'éloigne des considérations d'une certaine gauche abhorrant le travail manuel au profit du loisir intellectuel et discréditant les activités culturelles dites non légitimes. Qu'il soit question « *de l'amour du travail bien fait* » ou « *des petits bonheurs simples de la vie* », le tribun évoque à chaque meeting la simplicité du quotidien en opposition à l'opulence des puissants. Par exemple, sa défense du repos dominical s'inscrit explicitement dans cette bataille « *valeurs contre valeurs* ».

## S'emparer de la culture du pays

Raison, intériorité et... histoire politique commune. Là où la culture dominante discrédite le passé pour valoriser un présent de jouissance immédiate, l'identification à un récit collectif fait bégayer les rouages de l'hégémonie culturelle ; là où elle uniformise sur le mode de la marchandise globalisée, le référent national l'attaque de front. Les révolutions citoyennes d'Amérique latine ont chacune porté, en confrontation à leurs élites mondialisées issues du monde anglo-saxon, une identité nationale puisée dans leur histoire politique et culturelle. C'est la figure de [Bolívar](#) au Venezuela, celles de [San Martín](#) et [Juan Domingo Perón](#) en Argentine ou de la culture indigène représentée par [Túpac Amaru](#) en Bolivie. Ces monuments de l'imaginaire collectif populaire incarnent autre chose qu'une simple identité particulière : ils représentent la capacité d'un peuple à décider de son destin contre les règles automatiques d'une technocratie ; autrement dit, la souveraineté.



Jean Jaurès au Pré-Saint-Gervais, le 25 mai 1913. (© Maurice-Louis Branger / Roger-Viollet)

Jean-Luc Mélénchon décèle une configuration semblable en Europe. Devant la pauvreté du récit collectif porté par les tenants de l'Union Européenne – la sempiternelle « Europe de la paix » –, qui cache son agencement technocratique, la constitution contre-hégémonique du peuple doit prendre appui sur une identité nationale. De qui sommes-nous les héritiers ? Fille de la Grande révolution de 1789, l'identité française se confond avec son identité républicaine : « *La Nation est une construction et non une essence* » ([Discours à l'agora de l'Humanité sur les discours de Jaurès en Amérique latine](#), septembre 2010). En effet, en connaisseur de l'histoire révolutionnaire française, Mélénchon s'emploie à retisser le fil de la conception émancipatrice de la Nation. Il exhume la figure de [Maximilien Robespierre](#) afin de lier Révolution bourgeoise et revendications démocratiques et sociales du mouvement socialiste. Ainsi, l'identité française sublimée – « *la patrie républicaine* » – se confond avec la citoyenneté et les



droits politiques qui en découlent : elle est la souveraineté même du peuple. Puisque les Français n'ont pas la même couleur de peau, la même religion, les mêmes coutumes et que même la langue n'est pas le plus petit dénominateur commun, la Nation française ne peut être fondée sur une approche ethnique, religieuse ou culturelle. Seul le consentement au pacte politique la définit.

### « *De qui sommes-nous les héritiers ?* »

La rhétorique mélenchonienne propose une identité collective à se réapproprier qui mixe histoire républicaine et histoire socialiste. Pendant la campagne de 2012, le tribun dispense des leçons à la fois d'histoire des symboles du mouvement ouvrier (*L'Internationale*, le drapeau rouge, le poing fermé, la Commune de Paris) et de l'imaginaire républicain (récit des épopées de 1789, citations de Victor Hugo, la résistance au nazisme). Par conséquent, c'est la personne emblématique de Jean Jaurès qui incarne le mieux cette synthèse. On retrouve chez Mélenchon, et encore plus chez Pablo Iglesias – qui s'appuie lui sur l'imaginaire républicain espagnol contre la monarchie –, la valorisation sémantique de la « patrie » comme propriété de ceux qui n'en ont pas. Elle est celle qui éduque, qui soigne, qui protège et doit donc être arrachée à la caste passagère qui l'accapare pour son intérêt ou celui des puissances financières.

---

[Lire la seconde partie](#)